

## La Russie et les uniates Esquisse historique

DANIEL BEAUVOIS

À première vue, l'Église uniate, conçue à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle pour rallier à l'autorité de Rome les orthodoxes vivant sur le territoire de la République polono-lituanienne (la *Rzeczpospolita*, appelée par les Russes *Речь Посполитая*), ne concerna la politique religieuse de l'Empire russe qu'à partir du premier partage de celle-ci, en 1772, et surtout de son second partage, en 1793. L'Empire s'en accommoda un temps, puis la liquida en 1839, ne conservant un petit groupe d'uniates que dans la région de Chelm (Хольм), liquidés à leur tour en 1874. Après une brève réapparition dans l'Empire en 1905, le problème se posa encore en 1915 et en 1939, lors des annexions par la Russie de la Galicie, puis en 1944-1946, avec la réunion à l'Ukraine soviétique de la Galicie orientale et de la Bukovine, suivie d'une nouvelle liquidation. L'uniatisme reparut après l'éclatement de l'URSS, en 1991, mais sur des territoires qui n'appartenaient plus à la Russie.

Ainsi résumée, la question uniate dans l'Empire russe, puis soviétique, paraît épisodique et quelque peu marginale. Pourtant peu de problèmes religieux ont suscité autant de luttes acharnées car il s'agit de l'un des aspects du combat séculaire entre Rome et Moscou, entre le catholicisme et l'orthodoxie et même, plus largement, entre l'Ouest et l'Est. C'est pourquoi, même pendant les périodes

où l'Église uniata se développait hors des frontières de la Russie, elle ne cessa de faire l'objet d'une attention soupçonneuse. De par l'identification, très tôt réalisée, de la russité avec l'orthodoxie, le pouvoir ne pouvait voir que d'un mauvais œil ce cheval de Troie des jésuites, des Polonais et, plus tard, des Ukrainiens.

Nous ne tenterons ici qu'un schéma des principales étapes des relations et essaierons de montrer l'incessante instrumentalisation politico-sociale du religieux.

L'idée de réunir l'orthodoxie et le catholicisme était apparue très tôt, au début du XV<sup>e</sup> siècle, parmi les élites nobiliaires orthodoxes de la République polono-lituanienne et parmi les dignitaires ecclésiastiques qui supportaient mal et enviaient les privilèges des nobles catholiques. Rappelons que la République s'étendait alors très loin à l'Est, jusqu'aux frontières de la petite Moscovie. Le moine bulgare et métropolitain orthodoxe Grégoire Cemblak avait, en 1417-1418, conduit une nombreuse délégation au concile de Constance qui n'avait guère écouté ses offres. En 1439, l'Union de Florence avait presque réussi, mais Moscou avait rompu l'unité religieuse de la Rus', en 1444, en rejetant l'autorité du métropolite Isidore et en proclamant son autocéphalie de fait. Désormais l'orthodoxie de la République désigna séparément un métropolite de Kiev qui, à cause du danger tatar, résida toujours à Nowogrodek ou à Vilnius.

Un siècle et demi plus tard, l'Union politique de la Pologne et de la Lituanie ayant été proclamée à Lublin, en 1569, les défaites d'Ivan le Terrible devant le roi Etienne Batory, de 1578 à 1581, et la marche triomphale de la Contre-Réforme, firent penser en Pologne qu'il n'y avait même plus lieu de maintenir l'orthodoxie dans l'État et que le temps était venu d'une union religieuse totale avec Rome. L'académie jésuite fondée à Vilnius en 1579 avait pour but avoué d'attirer les fils des élites lituano-ruthènes. Le jésuite Piotr Skarga, prédicateur de la Cour, déploya son éloquence et amena des évêques orthodoxes toujours plus frustrés de ne pouvoir, entre autres, siéger au sénat, séduits par le brillant de la Cour de Sigismond III, à réclamer eux-mêmes l'union souhaitée. Ils pensaient ainsi mieux se distancier des prétentions d'Ivan le Terrible qui créa le patriarcat de Moscou en 1589.

Le 23 décembre 1595, deux évêques orthodoxes se disant représentants de toute leur Eglise (mais, en fait, non reconnus par les confréries des villes, ni par de nombreux monastères), allèrent à Rome, avec l'assentiment du roi de Pologne, pour se mettre sous

l'autorité du pape. Le métropolite Mihhail Rahoza réunit un synode à Brest-Litovsk, du 6 au 10 octobre 1596, où cinq évêques orthodoxes entérinèrent cette union, en présence d'envoyés du pape et du roi. Ils obtenaient de conserver l'usage du slavon ancien dans la liturgie, la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres, mais ne devaient jamais obtenir les mêmes honneurs (notamment la représentation au sénat) que les catholiques latins. Cette Union de Brest marquait la naissance de l'Église uniates, ou catholique grecque<sup>1</sup>.

Jusqu'en 1632, le pouvoir polonais et l'Église catholique latine feignirent de considérer qu'il n'y avait plus d'Église orthodoxe dans la République, que celle-ci était totalement « unie » et aucune hiérarchie épiscopale orthodoxe ne fut plus reconnue. Les jésuites, dans leur académie de Vilnius, furent chargés, dans le cadre d'un alumnat (séminaire) papal, de diriger la formation des futurs évêques et des *parochs*, popes uniates (appelés aussi « clergé blanc ») issus de la paysannerie et facilement manipulables. Des révoltes populaires accueillirent aussitôt cette trahison des clercs, en Ukraine d'abord, où K. Kosinski et S. Nalevajko jouèrent sur la haine des serfs ruthènes pour leurs maîtres polonais dès 1596. Les derniers grands seigneurs orthodoxes, comme K. Ostrogski, fidèles à la République, s'y sentaient de moins en moins à l'aise. Bientôt Moscou saurait exploiter les abus du zèle convertisseur des Polonais, mais à l'aube du XVII<sup>e</sup> siècle ce furent plutôt ces derniers qui s'imaginèrent poursuivre leur croisade contre l'orthodoxie, contre les schismatiques, jusqu'à Moscou. Cette idée fut le prétexte central

---

1. O. Halecki, *From Florence to Brest (1439-1596)* [De Florence à Brest 1439-1596], Rome, 1958 ; E. Likowski, *Unia Brzeska 1596 r.* [L'Union de Brest de 1596], Varsovie, 1907 ; L. Bienkowski, « Organizacja kościoła wschodniego w Polsce » [L'organisation de l'Église Orientale en Pologne] in J. Kloczowski (éd.), *Kościół w Polsce* [L'Église en Pologne], Cracovie, 1970, t. 2, p. 779-1049 ; R. Luzny, F. Ziejka & A. Kepinski (éd.), *Unia Brzeska, geneza, dzieje i konsekwencje w kulturze narodów słowiańskich* [L'Union de Brest, sa genèse, son histoire et ses conséquences dans la culture des peuples slaves], Cracovie, 1994 ; V. Guzjak & O. Turij (éd.), *Istoričeskij kontekst, ukladenija Brestejskoj Unij i perše pouijnje pokolinnja* [Le contexte historique, la création de l'union de Brest et les premières générations uniates], Lviv, 1995 ; M. V. Dmitriev, *Meždu Rimom i car'gradom. Genezis Brestskoj cerkovnoj unii 1595-1596* [Entre Rome et Tsargrad. Genèse de l'union de Brest 1595-1596], M., 2002.

des guerres de 1605-1612, ainsi que de l'occupation de la capitale russe.<sup>2</sup>

Après l'échec de cette tentative, l'Église uniata commença à se consolider sur toute la frontière orientale de la République, surtout en Ruthénie Blanche – Belarus, où l'orthodoxie ne bénéficiait pas du même appui solide que de la part des Cosaques en Ukraine. Néanmoins une résistance populaire se manifestait. Le 12 novembre 1623, l'archevêque uniata de Polotsk, Josaphat Kuncewicz, fut assassiné par les habitants de cette ville (béatifié à Rome dès 1643, il fut canonisé en 1867). La répression s'abattit, la ville fut privée de ses privilèges urbains et l'hôtel de ville rasé. L'Église catholique grecque érigea la victime en martyr et développa son culte. Le métropolite uniata Veliamine Routski (de 1614 à 1637) créa, en contrepoids aux moines orthodoxes, l'ordre régulier des basilien. Étroitement contrôlé par les jésuites et composé de nobles polonais, cet ordre de St Basile obtint de très riches dotations. Ce très élitaire « clergé noir » devint, avec l'alumnat papal de Vilnius, le moteur de la formation du « clergé blanc » (séculier) et le noyau dur de la lutte contre le « schisme » orthodoxe.

Le nouveau roi Wladyslas IV Vasa eut beau, entre 1632 et 1635, reconstituer dans la République une hiérarchie orthodoxe officielle, la faille de 1596 resta profonde et une hostilité sourde continua à séparer les uniates de ceux qu'ils appelaient les « désunis » (*dezunicí*, en polonais). Ces derniers eurent pourtant la chance, de 1632 à 1647, d'avoir en la personne de leur métropolite Pierre Mohyla, fondateur d'un collège (future académie) à Kiev, un humaniste qui introduisit dans la pensée orthodoxe une pensée irénique proche des meilleurs esprits tolérants d'Occident. Ses émules allèrent même porter l'ouverture dans les écoles slavo-greco-latines qui fleurirent en Russie jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce qui explique en partie l'*aggiornamento* du patriarche Nikon, que refusèrent les Vieux-croyants d'Avvakum. La République polono-lituanienne, au contraire, se crispait sur un catholicisme rigide, sûr de ses certitudes, incapable de reconnaître des droits aux cosaques orthodoxes d'Ukraine qui attendaient une intégration à la szlachta (noblesse)<sup>3</sup> et se révoltèrent, en 1648, avec Bogdan Khmelnitski

2. K. Chodynicky, *Kosciol prawoslawny a Rzeczpospolita polska, zarys historyczny 1370-1632* [L'Église orthodoxe et la République polonaise, esquisse historique 1370-1632], Varsovie, 1934.

3. P. N. Žukovič, *Sejmovaja bor'ba pravoslavnogo zapadno ruskogo dvorianstva s cerkovnoj Uniej, č. 2* [La lutte à la diète polonaise de la noblesse ruthène, 2<sup>e</sup> partie], SPb., 1901-1902.

qui, de guerre lasse, se tourna vers Moscou en 1654. Usée par ses guerres avec la Suède, les Cosaques et Moscou, la République abandonna Kiev<sup>4</sup> à cette dernière en 1667, ainsi que toute la rive gauche du Dniepr et surtout, en 1686, pour s'occuper à loisir de sa succession, le roi Jean Sobieski, étourdi par sa victoire de Vienne contre les Turcs, rechercha la neutralité de Moscou, en lui laissant le droit d'étendre son patriarcat sur les orthodoxes de la république. Un siècle plus tard, cette imprudence coûterait son indépendance à la Pologne.

Sobieski, en acceptant cette protection moscovite sur ses orthodoxes, crut probablement que le triomphe de l'Union avec Rome était, par ailleurs, en bonne voie et serait bientôt sans doute définitive. Ses idées de croisade n'excluaient toujours pas une offensive prochaine de l'uniatisme vers Moscou<sup>5</sup>. Il fondait cet optimisme sur la vitalité du prosélytisme romain dont le zèle convertisseur à l'égard des « schismatiques » commençait à porter ses fruits. Les uniates, maintenus dans un certain mépris par les catholiques latins, étaient amenés à imiter ces derniers en adoptant une liturgie, des cantiques, une décoration des églises, des pèlerinages, tout un faste baroque qui les éloignait de la tradition byzantine. Pierre le Grand lui-même voyait cette pompe catholique, latine ou grecque, avec le même intérêt que celui qu'il portait au protestantisme, c'est-à-dire avec un sentiment mélangé de fascination et de méfiance<sup>6</sup>. Le latin et le polonais progressaient tellement dans la liturgie uniate au détriment du slavon qu'on les retrouvait soudain dans les églises de Moscou. Cette romanisation allait cependant à l'encontre des ambitions proclamées par Pierre le Grand d'une domination impériale sur « toutes les Russies », c'est à dire étendue à la Ruthénie Blanche et à la Ruthénie-Ukraine.

La paix relative qui régna dans les confins orientaux de la République pendant la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle y permit de

---

4. A. Mironowicz, *Pravosławie i Unia za panowania Jana Kazimierza 1648-1669* [L'orthodoxie et l'uniatisme sous le règne de Jean-Casimir 1648-1669], Białystok, 1996.

5. M. Bendza, *Tendencje unijne względem Cerkwi prawosławnej w Rzeczypospolitej w 1674-1686* [Les tendances uniates vis-à-vis de l'orthodoxie dans la République de 1674 à 1686], Varsovie, 1987.

6. K. Lewicki, *Sprawa Unii Kościoła wschodniego z Rzymem w polityce dawnej Rzeczypospolitej* [La question de l'Union de l'Église d'Orient avec Rome], Varsovie, 1934 ; A. Deruga, *Piotr I i Unia* [Pierre le Grand et l'uniatisme], Wilno, 1936.

nouveaux progrès de l'uniatisme au détriment de l'orthodoxie. La conversion des serfs ne posait pas de problème majeur. Toutes les terres lituano-ruthènes étant aux mains de propriétaires polonais ou polonisés, de confession catholique latine (d'origine ou acquise), terres constituées en domaines pour la plupart immenses, les paroisses orthodoxes situées sur ces derniers étaient dépendantes matériellement (entretien du pape et de sa famille, construction et entretien des églises) de la bonne volonté du « collateur » (le propriétaire offrant la dotation). Une habile persuasion suffisait à convaincre le pape que seul son passage à l'Union permettrait les allocations nécessaires. Les serfs suivaient, en fonction de l'adage *cujus regio ejus religio* (tel roi, telle religion). À partir de 1702, il n'y eut plus, dans toute la République, qu'un seul diocèse orthodoxe à Polotsk, qui devait d'ailleurs disparaître après le premier partage de 1772, cette ville se trouvant sur le territoire annexé par la Russie. En revanche plusieurs diocèses orthodoxes furent transformés, entre 1690 et 1710, en grands évêchés uniates : Brzesc (Brest) – Włodzimierz (Vladimir en Volhynie) et Pinsk-Turow, structures qui allaient durer jusqu'en 1805, ainsi que Luck (Loutsk), Przemysl (Peremysl), et Lwow (Lviv). Tous dépendaient du métropolitain dit de Kiev, qui résidait, en fait, toujours à Wilno (Vilnius), ville qui était aussi, de loin, le centre du plus vaste des évêchés. En 1717, se tint à Zamosc un synode qui unifiait presque totalement les Églises gréco-catholiques et catholiques latines sur les plans rituel et doctrinal.

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle la victoire de l'uniatisme dans les confins lituano-ruthènes de la République pouvait sembler complète. Ses 9 452 paroisses étaient le double des paroisses catholiques romaines. Elles regroupaient environ trois millions de fidèles, serfs en général, alors que les catholiques romains n'étaient que quelques centaines de milliers, mais libres et appartenant à la *szlachta*. La situation matérielle des uniates, sauf celle des riches basiliens, était pitoyable. Les églises paysannes n'étaient qu'en bois et souvent décrépités, alors que celles des Polonais était en dur et très soignées. Quelques propriétaires acceptaient encore dans leurs domaines, bon gré mal gré, environ 500 paroisses orthodoxes pour environ 250 000 serfs. On dispose de très peu de témoignages sur le vécu religieux des serfs, mais la suite devait montrer que les étonnantes conversions uniates n'avaient sûrement

pas atteint le fond des cœurs<sup>7</sup>. En moyenne, à une église orthodoxe correspondaient 19 églises de rite catholique grec. 39 pauvres monastères masculins et 13 féminins rappelaient encore, vers 1772, l'ancienne totale domination de l'orthodoxie dans ces régions. Ce fut d'ailleurs de ce milieu, et particulièrement du moine et archimandrite orthodoxe Melchisedek Znatchko-Jaworski, que vint, en 1761, la demande à Catherine II d'assurer la protection de ses coreligionnaires face à la montée uniате, conformément aux engagements de 1686.

L'entrée des troupes russes dans la République, en 1768, contre la noblesse catholique latine confédérée à Bar, fut appuyée par une campagne européenne contre l'intolérance polonaise. Voltaire y eut une grande part. Les paysans d'Ukraine, autour de Human, crurent à la possibilité d'un retour à l'orthodoxie et firent un massacre de propriétaires terriens et de leurs proches, à savoir le clergé catholique romain et grec, les moines basilien et les Juifs. Cependant Catherine ne songeait encore qu'à sauver le roi S. A. Poniatowski, son ancien amant, que les confédérés menaçaient de détrôner, et surtout à maintenir la République dans son rôle d'État tampon. Elle prêta même main forte aux maigres troupes du roi pour mater les révoltés de Human dont elle craignait l'exemple en Russie (effectivement suivi, peu après par E. Pougatchev). Les paysans de Human, assimilés aux légendaires hajdamaks, devaient plus tard apparaître dans la poésie ukrainienne de Chevtchenko (vers 1840), comme les pourfendeurs de l'uniatisme au nom de la vraie foi byzantine. Catherine ne procéda pour l'instant (1772), avec Marie-Thérèse et Frédéric II, qu'à un premier partage assez modeste de la République où sa part était constituée du nord de la province de Polotsk, des provinces de Vitebsk et Mstislav, ainsi que du nord de celle de Minsk. Tous les uniates qui s'y trouvaient furent déclarés orthodoxes en 1780. Les propriétaires polonais maintenus n'eurent qu'à l'accepter. Les serfs annexés par l'Autriche purent, au contraire, garder leur religion et furent même protégés : rattachés à l'évêché de Moukhatchiv (en Transylvanie, le Munkacs des Hongrois, où, au XVII<sup>e</sup> siècle, les orthodoxes avaient aussi conclu une union avec Rome), ils obtinrent, dès 1774, une formation spéciale pour leurs prêtres et, en 1787, un *Studium ruthenicum* à l'Université de Lwow (Lemberg), noyau de la future ukrainité occidentalisée.

---

7. E.Likowski, *Dziesię Kościoła unickiego na Litwie i Rusi w XVIII i XIX w.* [Histoire de l'Église uniате en Lituanie et en Ruthénie aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles], Varsovie, 1906 ; W. Kolbuk, *Kościoly wschodnie w Rzeczypospolitej ok. 1772* [Les Églises orientales dans la République vers 1772], Lublin, 1998.

La confrontation massive des Russes avec les uniates eut lieu en 1793, lors du second partage de la République. Le zèle convertisseur s'inversa alors. Deux évêques orthodoxes, qui avaient déjà pratiqué les retours massifs dans les territoires annexés en 1772, G. Konisski et V. Sadkovski, étendirent leur technique aux vastes provinces prises en 1793, surtout en Ukraine rive droite, où le refus du polono-catholicisme était latent chez les paysans. On estime que grâce au rescrit de Catherine II du 22 avril 1794, en trois ans, de 1794 à 1796, 1,7 millions d'uniates furent ramenés à l'orthodoxie<sup>8</sup>. Toutefois Paul I<sup>er</sup> céda aux protestations du Saint-Siège et mit un frein à ces reconversions (novembre 1796). Jusqu'en 1839, le gros des populations uniates, surtout concentré en Lituanie-Belarus, se trouva dans l'Empire russe, toujours peu estimé des Polonais qui y demeuraient et convoité par l'orthodoxie moscovite.

D'après le recensement opéré sur ordre des autorités napoléoniennes en 1812, dans les quatre diocèses uniates des territoires lituano-ruthènes de Vilna, Brest, Polotsk et Loutsk, cette confession comptait près de 1,5 millions de fidèles, auxquels il faut ajouter environ 500 000 en Ukraine rive droite<sup>9</sup>.

Sous Alexandre I<sup>er</sup>, les hésitations du pouvoir russe à suivre l'exemple donné par Catherine II et à frapper fort sont nettes. En fils des Lumières, le tsar confia la formation du clergé latin et grec à l'université polonaise qu'il créa à Vilna – Vilnius. Le Séminaire Principal érigé au sein même de cette université, se soucia beaucoup plus de maintenir le rite latin que le grec. Sur 304 prêtres qui en sortirent de 1807 à 1827, seuls 40 étaient uniates, alors que,

---

8. M. Dolbilov & A. Miller (éd.), *Zapadnye okrainy rossijskoj imperii* [Les confins occidentaux de l'Empire russe], M., 2006, p. 108 ; A. M. Filatava, « Xriscijanskija kanfesii pasle dalučeniija Belarusi da Rasijskaj Imper'ii (1772-1860) » [Les confessions chrétiennes après l'annexion de la Belarus à l'Empire russe (1772-1860)] in U. I. Navicki (éd.), *Konfesii na Belarusi (XVIII-XX st.)* [Les religions en Belarus du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle], Minsk, 1998 ; D. Beauvois, *Trojkat ukrainski* [Le triangle ukrainien], Lublin, 2005, p. 78.

9. Tableau général des Églises et du clergé catholique séculier et religieux dans les départements de la Lituanie 1812, Bibliothèque Jagellonne, Cracovie, ms. 3160 ; Opisanie dokumentov Arxiva Zapadno russkix unijatskix mitropolitiv, RGIA (Description des documents des archives des métropoles uniates des provinces occidentales de l'Empire, Archives historiques centrale de la Russie – SPb.), Fonds 823 ; D. Beauvois, « Les Lumières au carrefour de l'orthodoxie et du catholicisme, le cas des uniates de l'Empire russe au début du XIX<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, XIX (4), oct.-déc. 1978, p. 423-441.



proportionnellement à la population, ils eussent dû être au moins 10 ou 15 fois plus. Ils étaient, par ailleurs, formés dans un esprit anti-papiste proche du joséphisme autrichien, ce qui en amena quelques uns à y puiser la raison toute trouvée de leur virage vers Saint-Pétersbourg et vers le retour à la religion de l'État. La formation « éclairée » reçue à Vilna et les diatribes anti-romaines des professeurs, pourtant eux-mêmes catholiques romains, eut pour résultat paradoxal d'apporter de l'eau au moulin des séminaristes uniates tentés par l'orthodoxie. Les artisans les plus actifs de l'abandon de l'Union, les J. Siemaszko, A. Zubko ou M. Bobrowski, furent formés à l'Université de Vilna. Ce fut sur leurs écrits qu'à la fin des années 1820 se fonda la reprise du mouvement anti-uniate. Jusqu'en 1828, les deux branches du catholicisme, romain et grec, furent administrées, dans la capitale, par un *Collège catholique* unique, au sein du *Département des questions religieuses des confessions étrangères*, relevant du Saint-Synode, mais à cette date, un *Collège uniate* séparé fut créé (Nicolas I<sup>er</sup> régnant désormais). On entra alors, sous la direction de J. Siemaszko, dans la phase active de préparation du coup final. La reprise en main de l'université dans un esprit grand-russe, et non plus polonais, sous la conduite du ministre Chichkov et du curateur Novosiltsov, nommé en 1824, alla dans le même sens : le 28 avril 1828, tous les futurs *paroch*<sup>10</sup> furent envoyés se former dans un séminaire propre, à Polotsk, où on les prépara activement à leur prochaine reconversion orthodoxe.

Il faut toutefois marquer que le règne d'Alexandre I<sup>er</sup> permit un long délai à ce retour car si le clergé blanc (séculier) uniate était faible, malléable, souvent prêt à toutes les manipulations, le clergé noir basilien (régulier) qui jouissait, comme on l'a vu, de grands privilèges fonciers était, au contraire, très attaché à sauver son statut. Il reçut, pour cela, jusqu'en 1824, l'appui du prince polonais A. J. Czartoryski, curateur de l'université avant Novosiltsov.

Sur les 18 congrégations catholiques présentes sur les terres annexées à l'ouest de l'Empire, les basiliens venaient au deuxième rang, pour la richesse, après les dominicains. Or le clergé séculier uniate ne possédait presque rien, ce qui, à l'intérieur même de cette confession créait un ressentiment. Le 17 mai 1804, le métropolite Lissowski, au nom du clergé séculier, obtint du Saint-Synode un *ukaz* exigeant qu'on lui confiât la direction et les bénéfices des 55 monastères basiliens qui n'entretenaient pas d'école, ne laissant

---

10. Du latin *parochia* : paroisse.

aux moines que les 12 monastères où ils animaient une école publique. Étant tous d'origine noble polonaise, les basiliens se tournèrent vers l'université et vers Czartoryski pour sauver leurs possessions. Le recteur de l'université et le provincial basilien F. Gintowt rédigèrent un projet de règlement qui visait à convaincre que tous les moyens basiliens allaient être mis au service du développement scolaire et que les moines allaient se former à l'enseignement et de nouvelles écoles être créées. Le ministère de l'Instruction publique fut séduit, malgré les protestations du Saint-Synode. L'*ukaz* fut suspendu et, le 2 octobre 1810, remplacé par un autre qui laissait se développer l'expérience, non sans toutefois laisser planer la possibilité du transfert des richesses des monastères « inutiles » aux séculiers. L'effort pour se placer sous « la bannière de l'Instruction publique » resta néanmoins modeste. Entre 1803 et 1826, les écoles basiliennes ne passèrent que de 12 à 17, certaines, il est vrai, avec des effectifs importants, mais s'adressant, très majoritairement à des élèves de rite catholique romain.

Le clergé blanc ne fut pas sans remarquer le sens de ces tractations qui dissimulaient mal la volonté nobiliaire polonaise de rester maîtresse de ses richesses foncières. En 1811, il obtint du Synode une interdiction aux catholiques romains de se faire moines basiliens (ce qui se pratiquait depuis les débuts de l'Union). Les diétines nobiliaires polonaises protestèrent avec une grande véhémence et, après l'épisode napoléonien et ses troubles, le pouvoir mit dix ans avant d'oser, de nouveau, s'en prendre aux « traditions » polonaises. En 1822, le ministre de l'Instruction publique, A. N. Golitsine qui, depuis 1817 cumulait aussi la direction des Cultes, confia aux orthodoxes le gros monastère uniaste de Derman qui ne subvenait aucune école et, surtout, il élaborait un plan de réforme radicale de l'enseignement basilien qui devait désormais n'être réservé qu'aux fils de paroissiens. Czartoryski, déjà en demi-disgrâce, protesta. L'application attendit encore quelques années. Chichkov, succédant à Golitsine, ferma quatre nouveaux monastères d'Ukraine, le 29 janvier 1825, mais les basiliens, soutenus par Novosiltsov lui-même, réussirent à se maintenir jusqu'en 1831.

Leur soutien évident à l'insurrection polonaise de 1830-1831 scella leur perte. Les deux tiers de leurs monastères furent fermés. Le plus important, Potchaev, en Ukraine, fut transformé en laur orthodoxe. Siemaszko envoya à Saint-Petersbourg mémoire sur mémoire pour montrer l'urgence d'une réunion générale à l'orthodoxie. Le métropolitain uniaste Bulhak lança des appels aux

paysans à soutenir le tsar contre les Polonais. Trois évêques uniates pro-polonais étant morts, entre 1833 et 1835, ils furent remplacés par des partisans de la réunion totale. Nicolas I<sup>er</sup> recevait avec plaisir les rapports lui annonçant, dès 1834, que des villages de 100 ou 200 habitants de la région de Vitebsk avaient rallié la religion orthodoxe et notait pieusement en marge « grâce à Dieu ». Bientôt ce fut par groupes de 3 500, de 8 000 à la fois que les paysans furent touchés par la grâce. Smaragda, l'évêque orthodoxe de Polotsk, poussait tellement loin le zèle missionnaire, entre 1833 et 1835, amenant par villages entiers 120 000 Bielorussiens à se convertir, qu'il effraya les autorités soucieuses d'un passage pacifique à la religion d'État. Mais le processus final était enclenché. Dans les paroisses ainsi reconverties, on reconstruisait les iconostases, on détruisait les orgues, on interdisait l'usage du polonais dans les prêches et l'on faisait venir des livres slavons en masse de Moscou.

En février 1839, le métropolite Josaphat Bulhak étant mort (bien que pro-russe, il défendait encore l'uniatisme), l'épiscopat uniате se réunit à Polotsk en concile et réclama la réunion à l'orthodoxie. Le Saint-Synode soumit ce texte en mars à Nicolas I<sup>er</sup> qui l'approuva. La propagande fit le reste. « Séparés par le glaive, réunis par l'amour », prétendit-on à Saint-Petersbourg.

Un million et demi d'uniates des « gouvernements polonais » devenus « gouvernements de l'Ouest » acceptèrent sans trop rechigner de changer de foi en sens inverse de leurs ancêtres du XVI<sup>e</sup> siècle et de ne plus se sentir liés à l'Église d'Occident<sup>11</sup>. Cinq mille « seulement » refusèrent, furent jugés et déportés en Sibérie (des paysans pour les trois quarts, les autres étant des nobles déclassés). Ils furent accompagnés de 593 *paroch* qui, contrairement à 1 305 de leurs frères, n'acceptèrent pas de signer la déclaration d'obédience et l'engagement à n'utiliser que les livres moscovites. De véritables mouvements de révolte ne se produisirent que dans les régions de Grodno et Bialystok où l'occidentalisation était la plus profonde, mais il semble évident que pendant longtemps d'assez nombreux « reconvertis » n'adhérèrent pas à l'orthodoxie. Début 1842, Nicolas I<sup>er</sup> interdit de donner suite aux plaintes qui parvenaient et, à partir de 1844, on note, chaque année, de cinq à dix procès pour

---

11. Comme je l'ai dit, le gros de l'opération en Ukraine rive droite (provinces de Kiev, Podolie et Volhynie) avait déjà été mené en 1793-1794. Le processus d'extinction définitive dans cette région est décrit dans D. Beauvois, *Le Noble, le Serf et le Révizor 1831-1863*, Paris-Montreux, éd. Archives Contemporaines, 1985, p. 266-270. L'ensemble du dossier est au RGIA de Saint-Petersbourg, Fonds 821, *op.* 11.

conversion au catholicisme. Pendant les premières années libérales du règne d'Alexandre II, en 1857-1859, on note même 16 procès de ce type par an. Entre 1840 et 1880 se tinrent 258 procès pour passage au catholicisme<sup>12</sup>. Rome reconnut les faits accomplis en signant, en 1847, un concordat avec la Russie.

Cette instauration d'un monolithe impérial orthodoxe (le catholicisme romain restant dirigé par le Département des confessions étrangères du Synode et associé dans l'esprit des Russes, aux Polonais, aux Litvaniens ou aux Allemands) avait oublié la petite région de Chelm (Cholm), qui se trouvait sur le territoire de l'ancien Duché de Varsovie, transformé, en 1815, en Royaume de Pologne, sous sceptre russe, avec une administration propre. La russification de ce Royaume, qui prit, en 1874, le nom de Région de la Vistule, entraîna la conversion forcée des uniates qui se trouvaient encore autour de Chelm<sup>13</sup>. Cette opération relativement réduite fit plus de bruit dans la presse européenne que celle de 1839.

Le souvenir de la foi uniате se mesure, malgré l'abolition de l'Église dans tout l'Empire, au nombre des conversions d'orthodoxes au catholicisme lors de la brève période de liberté religieuse, en 1905-1906 : 120 000 fils ou petits-fils d'uniates firent alors ce choix, sans doute pour manifester leur proximité avec la polonité.

La liquidation de l'uniatisme dans l'Empire russe n'en fit pas disparaître la hantise car, peu après, la survie de cette confession dans l'Empire d'Autriche ne cessa de poser aux Russes le problème de l'« Ukrainophilie ». La politique de Vienne, dès l'annexion des nouveaux territoires ruthènes de Galicie fut, en effet, à l'opposé de la politique russe, d'encourager le développement de l'Église uniате pour contrôler la paysannerie et la soustraire au maximum à l'influence des latifundiaires polonais. Cette tactique porta ses fruits, en 1848, où les Russes constatèrent à leur frontière sud-ouest, l'émergence d'une identité ruthéno-ukrainienne, encadrée par des prêtres uniates très reconnaissants aux Autrichiens. En

---

12. L. Zasztowt, « Proceśy karne na ziemiach litewsko-ruskich po likwidacji Unii w 1839 roku » [Les procès criminels en Lituanie-Ruthénie consécutifs à la liquidation de l'Union en 1839], *Przegląd Wschodni*, T. II, z. 3 (7), 1992-1993, p. 611-631.

13. W. Kolbuk, *Duchowienstwo unickie w Krolestwie Polskim 1835-1875* [Le clergé uniате dans le royaume de Pologne 1835-1875], Lublin, 1992. Tous les dossiers concernant les affaires uniates de Chelm se trouvent au RGIA., Fonds 821, *op.* 4.

récompense de cette fidélité, alors que les trônes d'Europe tremblaient devant le Printemps des Peuples, Vienne accorda à l'évêque de Lviv<sup>14</sup> la possibilité d'organiser un Conseil Ruthène Suprême (*Holovna Rуска Rada*) de 66 membres et la publication du journal *l'Aurore de Galicie*. Ces éphémères organes firent apparaître au grand jour que l'uniatisme avait opéré ici un transfert culturel réussi. L'identification, encore vivante aujourd'hui dans cette région, de l'uniatisme avec l'« ukrainité » se produisait au moment même où les Russes commençaient leur lutte contre l'« ukrainophilie » dans leurs propres territoires ukrainiens (démantèlement de la Société Cyrille et Méthode et condamnation de ses membres en 1847).

Dans les décennies suivantes, par le jeu de la contrebande transfrontalière, la propagande « ukrainophile », interdite dans l'Empire russe, n'allait plus cesser de se répandre et le pouvoir tsariste y verrait, à juste titre, la main des uniates. Les catholiques grecs avaient, en Autriche, des possibilités de développement que ni les Polonais d'autrefois, ni les Russes d'alors ne permettaient. Sur les 400 étudiants ruthènes de l'Université de Lviv en 1840, 295 étudiaient la théologie pour devenir prêtres et servir de cadre à la paysannerie, désormais libérée du servage (1848). Longtemps cette théologie resta ultra-conservatrice, ne respectant que les textes en slavon. Mais dans la seconde moitié du siècle, le clergé comprit que le vrai contact avec le peuple exigeait le passage à la *prosta ruska mova* : la langue ukrainienne commença à s'écrire couramment et les Russes saisissaient souvent aux douanes entre l'Autriche et leurs provinces de Podolie ou de Volhynie, des écrits autonomistes issus des imprimeries uniates de Lviv.

L'uniatisme aurait pu rester une religion étrangère à l'Empire si, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'impérialisme expansionniste n'était devenu l'axe du nationalisme grand-russe. Or, autour de 1880-1890, la vieille théorie présentant le pouvoir de Moscou comme l'héritier de celui de Kiev, la confusion sciemment entretenue entre Ruthènes (Русьский) et Russes (Российский), le mythe d'un Empire russe fondé sur la triade : Rous de Kiev, Rous de Moscou et Bela Rous (l'unité dans la trinité), tout ce langage impérial qui extrapolait la tendance ancienne au « rassemblement des terres de toute éternité russes », tout cela amenait Saint-Pétersbourg à lorgner sur le seul fragment de l'Ukraine qui avait échappé à la Russie depuis 1772 et 1793, à savoir la Galicie autrichienne. Plusieurs fois,

---

14. La ville suivant le locuteur pouvait aussi s'appeler autrement : c'était Lvov pour les Russes, Lemberg pour les germanophones, Leopold pour les latinisants.

dans les dernières décennies avant la Première Guerre mondiale, on fut au bord d'un conflit armé russo-autrichien ou même russo-germanique. Une habile propagande russe suscita un parti russophile en Galicie, en essayant de gagner à l'orthodoxie des membres du clergé uniaste. En avril 1882, Vienne intenta un procès pour haute trahison à Adolf Dobrianski, le chef des russophiles, procès qui compromettait même le métropolite uniaste de Lviv, Joseph Sembratovytsch, qui dut démissionner et fut remplacé par son neveu Sylvestre. Cette tendance pro-moscovite s'expliquait surtout par la préférence politique que Vienne manifestait maintenant à l'égard des grands propriétaires polonais. Moscou finançait largement ce mouvement<sup>15</sup>.

Si cette tendance faiblit après ce procès, l'idée de réunir les terres ukrainiennes abandonna d'autant moins les esprits à Saint-Pétersbourg qu'en 1889 Bismarck semblait reprendre l'idée à son compte. Celui-ci souffla au philosophe Edouard von Hartmann un article retentissant qui envisageait de détacher les provinces ukrainiennes de la Russie et de les réunir avec la Galicie pour créer un « royaume de Kiev ».

Devant ce grand tangage que traversait l'Église uniaste, le Saint-Siège résolut de la reprendre en main et, comme depuis les origines, recourut pour cela aux jésuites et aux Polonais. Le 2 mai 1882, Léon XIII confia la réforme de l'ordre des basilieniens au jésuite Henryk Jackowski (bulle *Singulare praesidium*), lequel songea aussitôt à préparer le jeune André Szeptycki (1865-1944), fils d'une famille aristocratique catholique romaine polonaise, dont il était déjà le confesseur, pour le futur rôle de métropolite de l'Église uniaste.

Malgré l'opposition de ses parents catholiques romains, le jeune homme se prépara très méthodiquement à la grande mission qu'on lui fixait. Après des voyages à Kiev, où il parla longuement avec l'historien V. Antonovytsch, à Moscou, où il rencontra V. Soloviev, à Vilna et Varsovie, il fut reçu en audience, en mars 1888, par Léon XIII à Rome et, déjà docteur en droit de l'Université de Cracovie, entra aussitôt au noviciat des basilieniens de Dobromil, tenu par les jésuites. À partir de 1894, docteur en théologie, il gravit rapidement

---

15. Sur ces assez fortes vellétés (dites par leurs adversaires « moskalophiles ») de certains prêtres uniastes et les immixtions russes de cette époque voir l'excellente étude (malheureusement peu orientée vers les questions religieuses) d'A. I. Miller, « "Ukrainskij vopros" v politike vlastej i russkom obščestvennom mnenii (vtoraja polovina 19 veka) [La « question ukrainienne » dans la politique officielle et dans l'opinion de la société dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> s.], SPb., 2000, p. 155, 177 sq.

les échelons ecclésiastiques : à la fois ihumen (higoumène) du monastère Saint-Onufre de Lviv, missionnaire, éditeur, évêque de Stanislawow, il fut, le 17 décembre 1900, consacré à Rome métropolitain de l'Église uniates, laquelle allait connaître, au <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle, bien des vicissitudes.

Le rôle du nouveau métropolitain fut considérable. En peu de temps, il mit les prêtres uniates au centre du mouvement national ukrainien en Galicie et se posa lui-même en autorité morale qui prétendit souvent à la supériorité sur les autorités orthodoxes de Kiev et de Moscou. Les Autrichiens appuyèrent ce rôle en le faisant élire, de 1901 à 1912, vice-maréchal de la diète de Galicie. Toute sa vie, la direction religieuse qu'il assurait se mêla à la politique, tant culturelle (création du Musée national ukrainien de Lviv en 1905) qu'intérieure (prêche dénonçant, en 1908, l'assassinat d'A. Potocki, Polonais et vice-roi de Galicie) ou qu'internationale, voire conspiratrice (en février 1907, à Rome, le pape Pie X lui confia secrètement les pleins pouvoirs pour reprendre une action unificatrice des Églises en Russie, ce qu'il tenta, en 1908, lors d'un voyage incognito qui le conduisit en Ukraine, Belarus, Lituanie, Moscou et Saint-Pétersbourg !). En 1910, il effectua un long séjour au Canada où, depuis plus de vingt ans, affluaient des paysans ukrainiens chassés par la misère. Il y prépara la consolidation des paroisses uniates qui allaient, à travers tout le vingtième siècle, assurer une discrète continuité outremer.

Bien entendu, dès le début de la guerre, en 1914, l'offensive russe tendit à réaliser le rêve d'annexion de la « Russie rouge », comme on appelait aussi la Galicie. Par là même la Russie fut de nouveau confrontée au problème uniates. À peine Lviv fut-elle occupée par les troupes tsaristes, au tout début de la guerre, qu'une brutale politique de conversions forcées des uniates à l'orthodoxie vint condamner les espoirs russes de voir leurs « frères » ukrainiens de Galicie les accueillir à bras ouverts. Les fidèles de Galicie orientale n'avaient rien de commun avec les populations analphabètes et politiquement indifférentes qui avaient accepté l'orthodoxie 70 ans plus tôt dans l'ouest de l'Empire russe. Ils étaient passés nombreux par des associations culturelles et avaient intégré la religion uniates à leur identité. Leur résistance leur valut de nombreuses arrestations. Dès le 15 septembre 1914, les occupants arrêtèrent le métropolitain dans son siège de la cathédrale Saint-Iura (Saint-Georges), à Lviv, et le déportèrent en Russie où il connut plusieurs internements. Après un passage à Kiev, où il trouva le temps – toujours à sa mission inverse de conversion des orthodoxes – de consacrer un

évêque uniaste pour Loutsk, il fut successivement détenu, jusqu'en 1917, à Nijni-Novgorod, Koursk, Souzdal, puis Iaroslav.

Il dut sa libération au Gouvernement provisoire, en mars 1917. Il visita alors Petrograd, Kiev et Moscou, réussissant même à réunir un synode de « l'Église gréco-catholique russe » dont il désigna l'exarque : Leonid Fiodorov, membre d'un nouvel ordre monastique qu'il avait créé à Lviv, les *studites*. Bien qu'il ait réussi à organiser pour la Fête-Dieu, dans Petrograd embrasé par la révolution, une procession dont on ignore le nombre de participants, on peut aussi se demander quel espoir il pouvait placer en une implantation de l'uniatisme en Russie.

Les Russes ne devaient d'ailleurs retrouver la question uniaste qu'en 1939, lors de leur offensive conjointe avec les Allemands contre la Pologne, le 17 septembre.

Après la révolution bolchevique, c'est en effet principalement dans la Pologne restaurée que l'on retrouva les uniastes. Après l'échec des éphémères gouvernements ukrainiens de 1918-1920 (où Petlura, qui reconnaissait toutes les Églises, dont l'uniaste, avait même constitué, à côté de l'Église orthodoxe moscovite, une Église orthodoxe ukrainienne autocéphale, rattachée au patriarcat de Constantinople), les vainqueurs de la guerre (l'Entente) décidèrent, en 1923, après la constitution de l'Ukraine soviétique, de remettre la Galicie à la Pologne. En 1925, l'Église uniaste fut incluse dans le concordat signé entre ce pays et le Vatican, ses évêques et son métropolitain prêtèrent serment de fidélité au gouvernement de Varsovie. Contrôlant assez peu ses ouailles qui supportaient mal ce retour sous domination polonaise, A. Szeptycki, malgré divers appels, ne put empêcher un mouvement terroriste dirigé contre les représentants de ce nouveau pouvoir, ni l'assimilation (à Varsovie comme à Moscou) de tout Ukrainien comme un nationaliste dangereux. En 1937, à l'unisson du Vatican, Szeptycki promulgua une lettre pastorale condamnant le communisme. Il n'imaginait pas que deux ans plus tard, l'Union Soviétique allait annexer la très grande majorité des paroisses uniastes composant sa métropole (rebaptisée, depuis 1923, du vieux nom de Halytch – Lwow-Halicz en polonais), c'est à dire environ 1 400 paroisses sur 1970, les autres se trouvant dans la zone allemande définie lors des accords Ribbentrop-Molotov (zone sub-carpatique). Tous les hauts dignitaires, désormais citoyens soviétiques, bien qu'assignés à résidence, ne furent pas arrêtés. Ils durent assister impuissants, non plus à une expansion orthodoxe, mais à la campagne d'athéisation que menèrent les Russes. Tous les monastères furent fermés et leurs terres



confisquées. Szeptycki, toujours rêveur, écrivait clandestinement au pape qu'il n'en espérait pas moins reprendre une action d'Union avec les orthodoxes persécutés d'URSS. Le 16 janvier 1940, il écrivait à Pie XII que les Soviétiques étaient massivement possédés du diable et il pria le Saint-Père de demander aux ordres contemplatifs (carmes, trappistes, cisterciens, camaldules) d'exorciser la Russie. Le pape, inquiet pour l'intégrité du métropolite, lui désigna un coadjuteur, le recteur de l'Académie de théologie uniates de Lviv, Josyf Slipyj. Mais Szeptycki, imperturbable, consacrait des évêques exarques pour l'Ukraine soviétique, la Belarus et la Russie, tandis que son plus jeune frère et sa femme étaient exécutés par le NKVD près de Lviv, puis un second frère par les Allemands en 1940.

Lorsqu'en juin 1941 l'Allemagne se retourna contre son allié russe et occupa rapidement toute la Galicie, le métropolite uniates commit le geste que Moscou ne pardonnerait jamais et qui devait, trois ans plus tard, ranimer leur constante animosité anti-uniates. Dans une lettre pastorale du 5 juillet 1941, André Szeptycki donna sa bénédiction aux « libérateurs » hitlériens<sup>16</sup>. Le lendemain, il accepta la présidence d'honneur de la Rada nationale, créée par la fraction nationaliste prépondérante de Bandera. L'Église uniates se trouva ainsi liée à une erreur qui apparut très vite : les Allemands n'avaient nulle envie de laisser la moindre autonomie politique à l'Ukraine et, dès le 22 juillet, la Galicie ukrainienne fut rattachée au Gouvernement Général de Pologne. Des membres de la Rada furent arrêtés. Le métropolite crut pouvoir interrompre le cours des horreurs, en 1942, en écrivant à Himmler et à Hitler contre les massacres de Juifs, à Pie XII pour dénoncer ce qu'il voyait, mais tout cela fut aussi inutile que sa lettre pastorale « Tu ne tueras point » destinée à ses propres fidèles. Une étude reste à écrire sur la part que des uniates prirent à la folie meurtrière de ces années, aux actes inexpiables de la division *SS Galizien*, aux excès de l'UPA (Armée Insurrectionnelle ukrainienne) dont le mot d'ordre était : « ni Staline, ni Hitler ». Tout cela n'attira qu'une faible et impuissante réprobation de Szeptycki, vieilli et malade. Son coadjuteur J. Slipyj alla jusqu'à célébrer une messe pour la division SS.

---

16. Ce texte compromettant est, entre autres, aux Archives d'État de Kiev (CDIAU, F. 201, op. 1, spr. 34). Un gros volume en français comprenant une biographie hagiographique et des traductions de nombreuses lettres pastorales qui tendent à infirmer ce moment d'égarement a été publié par A. Babiak, *Le métropolite André Cheptytskyi et les synodes de 1940 à 1944, couronnement d'une œuvre pastorale au service de Dieu et du peuple ukrainien*, Université catholique de Lyon et basiliens de Lviv, 1999, 790 p.

Un an après la victoire à Stalingrad, la contre-offensive soviétique ramena encore les Russes en Galicie. Fin juillet 1944, Lviv et sa cathédrale uniates furent de nouveau, et pour plus de quarante ans, intégrés à l'URSS. Le 1<sup>er</sup> novembre, le métropolite mourut, non sans avoir été contraint d'écrire une lettre de remerciement à Staline pour avoir enfin réalisé l'union de la Grande Ukraine. J. Slipyj, son coadjuteur, n'eut pas le temps d'occuper le siège métropolitain : arrêté et déporté avec plusieurs évêques, début 1945, il entra avec l'ensemble de ses fidèles (environ 10 % de la population de l'Ukraine, tous vivant dans l'ouest nouvellement annexé) dans « l'Église du silence », interdite et persécutée par Moscou, mais jamais complètement éteinte<sup>17</sup>. Dans les années 1946-1949, environ 300 000 Ukrainiens furent déportés en Sibérie pour collaboration avec les Allemands ou pour nationalisme. Le nombre des uniates parmi eux reste imprécis.

Les 8-10 mars 1946, le NKVD organisa le concile de Lvov (l'orthographe de la ville, vieux rêve grand-russe, était enfin officiellement russifiée) où tout le clergé, terrorisé, décida, à l'appel « fraternel » du nouveau patriarche orthodoxe de Moscou, Alexis, de l'auto-dissolution de l'uniatisme et de son rattachement à l'orthodoxie soviétisée. L'évêque uniates de la Ruthénie subcarpatique, elle aussi rattachée à l'Union Soviétique (Tchécoslovaquie d'avant-guerre), Teodor Romza, qui refusait cette conversion, fut exécuté et son diocèse ne rejoignit l'orthodoxie qu'en 1949, après une nouvelle « cérémonie » de pseudo-unification qui se tint, comme au XVII<sup>e</sup> siècle pour cette partie de l'Ukraine, mais dans l'autre sens, au monastère de Moukatchevo (également nouvelle orthographe). Le 20 décembre 1948, l'archiprêtre uniates Kostelnik, qui avait présidé le récent concile de Lvov, fut assassiné, signe d'une rancune mal dissimulée de la base.

L'Église uniates se trouva ainsi totalement éliminée par la Russie des territoires qu'elle contrôlait (les plus vastes de son histoire), mais l'uniatisme avait encore quelques points d'ancrage dans la diaspora ukrainienne mondiale. Dès 1945, le Père Kreuza, secrétaire de Szeptycki rejoignit Rome et y obtint le titre d'évêque. Radio-Vatican lui confia une émission. Le clergé des nombreuses colonies ukrainiennes d'Allemagne (où étaient restés environ

---

17. B. R. Bociurkiw, « The Uniate Church in the Soviet Ukraine: a Case Study in Soviet Church Policy » (L'Église uniates en Ukraine soviétique : un cas d'école concernant la politique religieuse soviétique), *Canadian Slavonic Papers*, 7, 1965, p. 89-113.

300 000 prisonniers ukrainiens), des États-Unis, du Canada, fut renforcé<sup>18</sup>.

Après une longue traversée du désert et une existence assez fantomatique loin de son territoire primitif, l'Église uniate se réappropria celui-ci lorsque l'URSS le quitta, à la suite de son effacement en 1991, non sans d'âpres querelles quant à la légitimité de la propriété de nombreuses églises, soit en Pologne, soit, surtout, sur le territoire de la Galicie qui resta acquis à l'Ukraine proclamée indépendante. Cette région devint même l'un des pôles les plus actifs de cette indépendance. En quelques années, le cardinal Myroslav Ivan Loubatchivski, qui avait longtemps résidé à Rome, s'étant réapproprié la cathédrale de Lviv, reconstitua son Église, réveilla une foi qui se percevait comme une volonté d'adhésion à la civilisation occidentale, liée au rejet de Moscou. Dès 1995, il était entouré de 14 évêques qui disaient à nouveau diriger environ 3 000 paroisses. Jean-Paul II, élu pape en 1978, avait beaucoup fait pour régénérer cette Église dont le vieux rêve d'Union avec les orthodoxes lui était aussi très proche. Mais Alexis, toujours patriarche à Moscou, ne voulait, pas plus qu'autrefois, céder à cette tendance. Le voyage du pape à Moscou, longtemps souhaité, n'eut jamais lieu. L'actuel métropolite uniate, Loubomir Husar, intronisé en janvier 2001 (son titre exact, outre celui de cardinal, est « archevêque majeur »), continue à susciter l'hostilité de Moscou car, non sans une certaine persévérance dans la provocation, il a constitué un exarcat à Kharkiv, zone russophone de l'Ukraine où domine très largement l'orthodoxie d'obédience moscovite et, surtout, le 21 août 2005, il a obtenu de Benoît XVI de transférer sa métropole de Lviv à Kiev (celle-ci devenant « de Kiev et de Galicie »).

Jamais les uniates n'avaient eu de métropole à Kiev. Cette décision signifie, pour Loubomir Husar, qu'il prétend, comme tous les Ukrainiens, se situer dans la continuité de l'État kiévien du <sup>x</sup>e siècle. Mais il n'ignore pas que les trois obédiences orthodoxes présentes en Ukraine et à Kiev, surtout l'obédience moscovite, encore paradoxalement aujourd'hui la plus forte, ont la même prétention. Le

---

18. S. Keleher, *Passion and Resurrection of the Greek Catholic Church in Soviet Ukraine 1939-1989* [Martyr et résurrection de l'Église catholique grecque en Ukraine soviétique de 1939 à 1989], Lviv, 1993. De nombreux auteurs peu attentifs condamnent parfois en bloc les Ukrainiens pour le nationalisme pro-allemand (voir A. Lacroix-Riz, *Le Vatican, l'Europe et le Reich*, Paris, 1996), c'est oublier la résistance anti-nazie d'autres Ukrainiens plus nombreux et ces 300 000 prisonniers en Allemagne, sans parler des combattants et victimes côté soviétique.

mythe de l'origine kiévienne de l'État russe, même s'il n'est qu'une fable construite aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, est tellement répété dans les manuels de toutes les écoles de Russie et glorifié par le patriarcat de Moscou, que ce nouveau siège des uniates à Kïev pourrait bien, quelque jour, éveiller un nouveau conflit avec les Russes.

Ici comme ailleurs, les hommes semblent n'avoir inventé les religions que pour se diviser et s'affronter.

Paris I – Panthéon-Sorbonne